

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 29/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



GIE ENTRALIS

LE CHENE GOURD
22510 PENGUILY

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052202957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement GIE ENTRALIS implanté LE CHENE GOURD 22510 PENGUILY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE ENTRALIS
- LE CHENE GOURD 22510 PENGUILY
- Code AIOT : 0052202957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- [{Non Renseigné}](#)

Il s'agit d'une unité de traitement de lisiers issus de deux exploitations agricoles

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 1,2,3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Respect des éléments techniques de l'unité	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 2.1	/	Sans objet
3	prescriptions particulières en matière de stockage Des effluents	Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il appartient donc aux exploitants de mettre en œuvre les moyens suffisants pour faire fonctionner l'unité de traitement conformément aux plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral de référence, en date du 07/11/2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 1,2,3
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant.
Constats : Non Conforme. Le taux de capture du P2O5 n'est conforme à celui prévu dans les plans et mémoires.
Observations : Le taux de capture affiché du P2O5 est en contradiction avec les co produits exportés, le calcul sur deux années montre une efficacité de 42 % et 46 % et non pas de 88 %. Il est donc nécessaire de réaliser un point de suivi sur ce point et de le corriger, d'autant qu'en faisant le lien avec l'autre critère de traçabilité (le K2O) la tendance montre une fuite de particulaire dans l'effluent finale et non pas une captation par la station complète.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6mois

N° 2 : Respect des éléments techniques de l'unité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 2.1
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «conformément aux plans et données techniques annexés à la demande,; →l'unité de traitement des lisiers comprend : une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier tamisé » et « résidus organiques ») ; un hangar de stockage du résidu organique ; un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ; une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "résidus organiques" et "effluent épuré") ; deux lagunes de stockage de l'effluent épuré.
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : prescriptions particulières en matière de stockage Des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2017, article 3.
Thème(s) : Élevage, Unité traitement effluent.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « 3.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans une fosse d'un volume de 400 m ³ . 3.2. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 105 m ² . 3.3 - L'effluent épuré est stocké dans deux lagunes d'un volume de 3200 et 3800 m ³ . 3.4. -Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier traité, effluent épuré) et le réacteur biologique De 800 m ³ doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident. 3.5. - Gestion de l'effluent épuré et du lisier traité décanté : la totalité de l'effluent épuré produit soit 7076 m ³ d'effluent épuré est repris annuellement par L'EARL du Chêne Gourd
Constats : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet